

LES FRANÇAIS ET LA LAÏCITÉ : ÉTAT DES LIEUX

Jérémie Peltier

Socle de notre cohésion nationale, la laïcité est pourtant un sujet qui suscite des controverses parfois explosives dans le pays, et des remous au sein même des familles politiques. Petit état des lieux de ce que pensent les Français, et plus spécifiquement les sympathisants de La République en marche, quand on leur parle de laïcité et d'une éventuelle modification de la loi de 1905.

La laïcité est l'un des socles de notre cohésion nationale, mais aussi un point de repère important pour les citoyens français, dans une époque où ces points de repère ont tendance à manquer, une époque où le « bougisme » permanent et l'individualisme créent des troubles, des questionnements, des tâtonnements.

Et tout ce qui peut apparaître comme du solide dans ce que le philosophe Zygmunt Bauman nomme la « société liquide »^[1], société où l'unique référence est l'individu et sa capacité à consommer, tout ce qui peut apparaître comme du solide mérite d'être rappelé d'une part, mais aussi d'être défendu.

Défendre en somme ce qui est durable plutôt que flexible.

L'un des enjeux de l'époque, où notre paysage politique a été chamboulé au cours de la dernière élection présidentielle, est sans doute de montrer et de convaincre que tout n'est pas nécessairement à jeter dans l'ancien, que tout n'est pas à repenser dans ce qui a fait la France au cours du siècle.

Parmi ces éléments durables, solides, il y a donc la laïcité.

Ainsi, il s'agit d'être au clair sur l'attachement des Français à notre modèle laïque, mais aussi lucide sur ce qui relève de la loi de 1905, de son cadre juridique, et de ce qui n'en relève pas, pour éviter les malentendus, et éviter le brouillage quand on parle de ce sujet. Et les résultats de notre enquête montrent assez bien qu'il y a un besoin de pédagogie sur ce qu'est la laïcité.

L'objectif de cette enquête était de réaliser un état des lieux sur la façon dont les Français, d'abord, perçoivent la laïcité, ce qui fait qu'ils sont

attachés ou non au principe de laïcité, ce qui fait qu'ils souhaitent ou non une adaptation, un assouplissement ou un renforcement de la loi de 1905. C'est un sujet qui suscite des controverses parfois explosives dans le pays, et c'est un sujet qui suscite parfois des remous au sein même des majorités politiques, à commencer par La République en marche.

C'est pourquoi l'autre objectif de l'enquête était de s'intéresser spécifiquement à ce que pensent les électeurs de l'actuel parti majoritaire à l'Assemblée nationale, dont les représentants semblent parfois s'exprimer de façon divergente entre eux au sujet de la laïcité.

Nous avons donc interrogé 2505 personnes, dont 493 électeurs qui ont voté Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, et 373 électeurs ayant l'intention de voter pour la liste LREM aux prochaines élections européennes.

L'ADHÉSION À LA LOI DE 1905 ET AUX GRANDES LOIS ACTUELLES EN MATIÈRE DE LAÏCITÉ

Premier enseignement de notre enquête : on voit une opinion publique qui est très massivement attachée à la loi de 1905, position qu'on peut qualifier de très « républicaine ».

Et, élément intéressant, il en est de même au sein de l'électorat LREM – voire cet attachement est d'autant plus fort au sein de l'électorat LREM par rapport à la moyenne des Français.

- **87%** des Français disent être favorables à la loi de 1905, loi qui garantit le libre exercice des cultes, la liberté de conscience, et qui impose le principe selon lequel l'État ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte.

Les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 sont **94%** à se dire favorables à cette loi ; **95%** pour ceux qui ont l'intention de voter LREM aux européennes de 2019 ;

- **83%** des Français se disent favorables à la loi de 2004, qui interdit le port de signes religieux ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, les collèges et les lycées publics.

88% chez les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la dernière élection présidentielle, et **87%** chez ceux qui veulent voter LREM aux prochaines européennes.

- **89%** des Français se disent favorables à la loi de 2010 interdisant le port d'un voile intégral couvrant le corps et le visage.

92% chez les électeurs d'Emmanuel Macron lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, et **93%** chez ceux qui veulent voter LREM aux prochaines européennes.

Petite parenthèse à ce stade : revient parfois l'argument selon lequel la défense de la laïcité se fait d'abord et avant tout contre les musulmans, que celles et ceux qui défendent la laïcité le font d'abord par une supposée « islamophobie ». En raison de la taille importante de son échantillon (2500 personnes), cette enquête permet pour la première fois d'avoir sur ce sujet un aperçu du point de vue des musulmans, généralement exclus de l'analyse en raison de leur trop faible nombre dans l'échantillon d'une enquête classique (autour de 1000 personnes). Ce que nous dévoile cette enquête, c'est qu'une grande majorité des personnes qui se disent musulmanes sont favorables à la loi de 1905. En somme, expliquer qu'il est nécessaire d'adapter la loi de 1905 pour répondre aux besoins et attentes d'une majorité des personnes de confession musulmane de ce pays semble être un argument quelque peu caduc. Parmi les personnes qui se disent musulmanes dans l'enquête, **75%** disent être favorables à la loi de 1905.

On trouve la même chose d'ailleurs quand on leur demande s'ils souhaitent ou non assouplir certains aspects de cette loi, ou la garder telle quelle :

- **71%** des Français veulent garder cette loi telle qu'elle est, **24%** veulent « l'assouplir » ;

79% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la dernière présidentielle (+8 par rapport à la moyenne des Français) veulent garder cette loi telle qu'elle est, et **20%** l'assouplir.

Chez les personnes qui se déclarent de confession musulmane, **66%** déclarent vouloir la garder telle qu'elle est, et **24%** assouplir certains aspects de cette loi.

CE QU'EST LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ POUR LES FRANÇAIS

Nous avons ensuite interrogé les Français sur ce qu'ils « entendaient » par le terme "laïcité", et leur avons demandé : « Pour vous, la laïcité, c'est quoi, avant tout ? ».

- d'abord, séparer les religions et la politique : **30%** (même taux en 2005 chez l'ensemble des Français) ;
- ensuite, assurer la liberté de conscience : **22%** (**28%** en 2005) ;
- puis, faire reculer l'influence des religions dans notre société : **20%** (9% en 2005) ;
- enfin, mettre toutes les religions sur un pied d'égalité : **19%** (32% en février 2005).

Nous obtenons quasiment les mêmes chiffres lorsqu'on interroge uniquement les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle.

Ces éléments sont intéressants à plusieurs titres. D'une part, ils montrent l'évolution de la perception par les Français sur ce qu'est la laïcité selon

eux au cours des dix dernières années. Si la séparation du politique et du religieux demeure l'aspect central pour eux (et correspond bien à la « lettre » de la loi de 1905), on note clairement une attente renforcée au cours des dix dernières années de la laïcité chez les Français comme devant et pouvant faire reculer la religion et l'influence de la religion dans le pays, dans un contexte où une religion, à savoir l'islam, semble être beaucoup plus visible qu'il y a dix ans. D'autre part, si les Français voient de plus en plus la laïcité comme un élément devant faire reculer l'influence des religions dans notre société, la visibilité d'une nouvelle religion dynamique peut expliquer en partie pourquoi ils perçoivent cette laïcité comme beaucoup plus en danger par rapport à il y a dix ans.

LA PERCEPTION D'UN DANGER POUR LA LAÏCITÉ EN FRANCE

- **74%** des Français estiment que la laïcité est aujourd'hui en danger en France (58% en 2005) ; **70%** chez les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.
- **55%** des personnes qui se déclarent musulmanes dans notre enquête estiment que la laïcité est aujourd'hui en danger en France.

RENFORCEMENT OU ASSOUPLISSEMENT DE LA LOI DE 1905

Les débats actuels autour de la laïcité semblent parfois se structurer autour de deux pôles : celles et ceux qui défendent un « assouplissement de la loi de 1905 », et celles et ceux qui veulent un renforcement de la loi, ou *a minima le statu quo*. On a interrogé les Français d'une part sur les mesures qui pourraient « renforcer » la loi de 1905 – les mesures qui pourraient aller plus loin que ce que prévoit actuellement la loi de 1905 en somme – et, d'autre part, sur les mesures qui viseraient, au contraire, à l'assouplir un peu. Précision donc : les mesures sur lesquelles nous avons interrogé les Français ne correspondent en rien à ce qu'est 1905, à ce que signifie 1905 dans son application concrète.

Mais cela nous semblait intéressant de poser ces questions pour sentir un état d'esprit des Français et notamment des sympathisants LREM face justement à ces débats qui peuvent parfois voir le jour sur la scène publique et dont les responsables politique se font parfois les porte-voix.

Sur les mesures qui viseraient un renforcement de la loi de 1905

- **84%** des Français seraient par exemple pour l'interdiction de toute prière de rue et autre cérémonie religieuse dans l'espace public ; **87%** chez les électeurs d'Emmanuel Macron au premier de l'élection présidentielle de 2017, et **87%** chez celles et ceux qui souhaitent voter pour la liste LREM pour les prochaines élections européennes.
- **76%** des Français seraient favorables à l'interdiction du port de signes religieux ostensibles (croix, voilà, kippa, turban, soutane...) aux usagers

des services publics (quand une personne rentre dans une mairie par exemple, ou dans une préfecture).

Rappelons évidemment que la neutralité dans les services publics concerne uniquement les agents, mais non les usagers, et qu'une telle proposition mettrait à mal le principe de liberté religieuse, principe essentiel dans la loi de 1905.

78% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle de 2017 seraient favorables à cette interdiction, et **79%** des électeurs ayant l'intention de voter LREM lors des européennes de 2019.

- **75%** des Français seraient également favorables à l'interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les salles de cours des universités.

80% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 seraient favorables à cette interdiction.

- **74%** des Français seraient favorables à l'interdiction du port de signes religieux ostensibles aux salariés des entreprises du secteur privé (qui renvoie au sujet de la gestion du fait religieux dans l'entreprise).

76% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle seraient pour cette interdiction, et **75%** des électeurs ayant l'intention de voter LREM aux européennes de 2019.

Sur les mesures qui viseraient à assouplir la loi de 1905

- **26%** des Français seraient favorables au fait d'autoriser les pouvoirs publics à financer directement la formation des « ministres des cultes » (pasteurs, prêtres, imams, rabbins...).

Nous obtenons les mêmes chiffres – 30% – chez les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la dernière présidentielle.

- **19%** des Français seraient favorables au fait d'autoriser les pouvoirs publics à financer directement la construction d'un lieu de culte ; **18%** chez les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la dernière présidentielle, et **19%** chez les électeurs ayant l'intention de voter LREM aux européennes de 2019.

Enfin, s'agissant des « plats de substitution dans les cantines scolaires » : sur un sujet qui peut sembler pourtant comme relevant du bon sens (et qui ne peut d'ailleurs être perçu comme un « assouplissement » de la loi de 1905) mais qui pâtit vraisemblablement de la façon dont il est régulièrement instrumentalisé par les élus notamment du Rassemblement national^[2], les Français et les sympathisants La République en marche sont partagés :

- **51%** des Français (seulement) sont favorables à la mise en place de plats de substitution dans les cantines scolaires pour les élèves ne souhaitant pas manger de la viande de porc ; **56%** des électeurs

d'Emmanuel Macron au premier tour de la dernière présidentielle, et 55% des électeurs ayant l'intention de voter LREM aux européennes de 2019.

LA LAÏCITÉ COMME CIMENT DE LA NATION

On se demande souvent ce qui peut unir les Français dans un pays fragmenté, un pays qui est devenu un archipel d'îles qui ont tendance à s'ignorer les unes des autres, comme nous le démontre avec brio Jérôme Fourquet dans son dernier livre^[3]. Ces quelques résultats montrent véritablement que la laïcité est un ciment de la nation, un ciment qui permet de faire bloc dans une société devenue un mille-feuilles.

Ciment chez les Français. Ciment également chez les électeurs de La République en marche. Ils ne sont pas forcément unis sur tous les sujets ; sur celui-ci, il apparaît qu'ils le sont. Il faut être vigilant : quand un électorat semble uni, et en phase avec les Français, stratégiquement, il convient pour ses représentants de ne pas offrir trop de signes de désunion. Le débat est nécessaire, mais les divergences publiques sont souvent dévastatrices pour les familles politiques.

L'enjeu, quand on voit ces résultats, c'est de parvenir à montrer que l'on peut être fier d'appartenir à un pays dont le modèle laïque nous protège mieux que quiconque du communautarisme. Et qu'il faut défendre cela, dans un moment où, régulièrement, des instances de l'ONU font un lobbying incessant pour expliquer que la France viole la liberté des religions^[4].

La mondialisation est une très belle chose. Évidemment. Elle apporte des possibilités, bien qu'inégales, énormes aux individus. Elle apporte aussi son lot de controverses et de comparaisons plus problématiques, qui parfois nous ferait croire que nous ne serions plus en phase avec la marche du monde, qu'il faudrait nous moderniser, que la France n'est qu'une partie du terrain de jeu. Il deviendrait alors nécessaire de nous adapter par rapport aux règles des autres joueurs, nos règles étant désormais désuètes.

Les quelques données présentées ici semblent montrer que ni les Français, ni d'ailleurs les électeurs de LREM, ne souhaitent qu'on adapte les règles. Et pour une raison simple : ils savent que sur ce sujet de la laïcité, la France a plus à apprendre au reste du monde que le reste du monde a à nous apprendre.

Laïcité

Cohésion

Islam

Religions

[1] Zygmunt Bauman, *La vie liquide*, Éditions du Rouergue, 2006.

[2] « Beaucaire. Les repas de substitution toujours interdits par le maire FN », *Libération*, 15 octobre 2018.

[3] Jérôme Fourquet, *L'archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Seuil, 2019 ; voir son [intervention](#) à la Fondation Jean-Jaurès.

[4] « Une instance de l'ONU demande à la France de réviser sa loi contre le voile intégral », *Le Monde*, 24 octobre 2018.